

BULLETIN **Campagne internationale sur la dette illégitime**

Edition 8, octobre 2008 *English version / Version française / español disponible.*

A propos de ce bulletin

Ce bulletin est une publication qui sortira tous les deux mois qui a pour but de résumer toutes les actions récentes et à venir, des campagnes sur la dette illégitime. Ce bulletin est réalisé par le CADTM, Eurodad, Jubilé Sud et Jubilé USA.

Ce bulletin est à communiquer à un maximum de personnes intéressées. Merci d'envoyer vos réactions et commentaires à debtbulletin@illegitimatedebt.org

Le prochain numéro sortira en décembre. La date limite pour soumettre des articles sera le 30 novembre 2008

Plus d'information sur la campagne international sur la dette illégitime sur www.illegitimatedebt.org

Dossier spécial : Semaine mondiale d'action contre la dette et les IFIs 12 au 19 octobre 2008

SOMMAIRE

Semaine mondiale d'action contre la dette et les IFIs : aperçu général des actions à travers le monde! International

- ✓ Réunion stratégique Sud-Nord sur la dette illégitime
- ✓ Séminaire sur le droit et la dette
- ✓ Formation de l'Observatoire International de la Dette (OID)

Campagnes et actions

AFRIQUE

- ✓ Congo Brazza
- ✓ Maroc - Solidarité avec les militants d'ATTAC Maroc et la population de Sidi Ifni!
- ✓ Atelier CADTM – zone MENA

EUROPE

- ✓ Allemagne
- ✓ Belgique - Dette historique et réparation pour la colonisation
- ✓ Belgique : conférence dette et crise financière
- ✓ ESPAGNE - L'ILLEGITIMITE DES CREDITS DU FOND D'AIDE AU DEVELOPPEMENT ESPAGNOL (FAD)

ASIE

- ✓ Jubilé Sud Asie Pacifique signe la déclaration sur l'efficacité de l'aide
- ✓ Jubilé Sud Asie Pacifique et la consultation de la société civile dans le processus du financement du développement de l'ONU. ONU, New York, 18 juin 2008
- ✓ Les ateliers Jubilé Sud Asie Pacifique au sommet du G8 - Du 3 au 8 juillet, Sapporo, Japon
 - ✓ Forum Public sur la dette illégitime, les cas par pays et la responsabilité du G8 et du Japon, 5 juillet
 - ✓ Forum Public - Sur la dette illégitime, la dette écologique et la justice climatique, 7 juillet
 - ✓ Session stratégique et de partage d'informations sur la campagne internationale Sud/ Nord sur la dette illégitime - 8 juillet
- ✓ Atelier Jubilé Sud Asie Pacifique sur la dette illégitime à la conférence sur la justice climatique à Bangkok.

Amérique latine

- ✓ EQUATEUR - conférence sur "La dette externe,
- ✓ La dette dans la constitution équatorienne
- ✓ Nos félicitations aux peuples et au gouvernement d'Equateur, pour la réalisation de cette nouvelle avancée !



Semaine mondiale d'action contre la dette et les IFIs 12 au 19 octobre 2008

- ✓ 12 octobre - Journée continentale de résistance au colonialisme et au néolibéralisme néocolonial (Amériques)
- ✓ 13 octobre - Journée d'Action contre la Dette, les IFI et le Changement Climatique
- ✓ 14 octobre - Journée d'Action contre les IFI, la Dette et la Privatisation
- ✓ 15 octobre - Journée d'Action pour la Répudiation de la Dette (anniversaire de la mort de Thomas Sankara, ex-président du Burkina Faso, qui appelait à la répudiation de la dette juste avant son assassinat)
- ✓ 16 octobre - Journée d'Action pour la Souveraineté Alimentaire
- ✓ 17 octobre - Journée d'Action contre la Pauvreté

www.debtweek.org

AMERIQUE LATINE	
ARGENTINE / Dialogo 2000	Débat avec les parlementaires sur les audits et le remboursement prévu de l'Argentine au Club de Paris -17 octobre : programme spécial de radio sur la Semaine, avec la participation de Dialogo 2000. Radio communautaire de Buenos Aires, Fm en circulation.
BRESIL / Jubilee South Brazil et le Réseau Brésilien sur les Institutions Financières Multilatérales	Audit de la dette en Equateur Audition publique, séminaires et conférence de presse sur l'audit de la dette de l'Equateur.
CUBA / Centre de Recherche sur l'Economie Mondiale (Centro de Investigación sobre la Economía Mundial)	Dette extérieure et crise financière 14 octobre : activités sur la dette extérieure et la crise financière.
EQUATEUR / Jubileo 2000 Red Guayaquil	Audit, nouvelle constitution et dette 13 octobre, 17h : Forum citoyen : résultats de l'audit de la dette et du débat sur son illégitimité. Guayaquil: Auditorio del Banco del Estado. 17 octobre, 09h : Rencontre avec les Formateurs Dette et Education dans le nouveau cadre constitutionnel. Riobamba : Auditorio de la Casa indígena de Chimborazo.
GUATEMALA / Ceiba et les Amis de la Terre Amérique Latine et Caraïbe	Dette, IFI et souveraineté alimentaire Faire le lien entre les thématiques (dette et IFI) durant les activités organisées pour la Journée mondiale de la Souveraineté Alimentaire.
PARAGUAY / Red de Organizaciones Sociales, Obreras y Campesinas del Departamento de Itapua (Réseau des organisations sociales, ouvrières et paysannes du Département d'Itapua)	Dettes actuelles et antérieures, sociales et écologiques, illégitimes 12 octobre : panel débat sur la dette actuelle et la dette antérieure, coordonné par le Conseil départemental des jeunes du réseau. 14 octobre : panel débat sur les dettes sociales et écologiques, organisé par le Conseil municipal de la ville d'Encarnación-Itapua. 16 octobre : tribune ouverte contre les IFI, organisé par le réseau. 19 octobre : congrès des représentant-e-s, leaders, et coordinateurs/coordinatrices avec le slogan « nous ne devons pas, nous ne payons pas », coordonné par le comité juridique du réseau.
PEROU / Jubileo Peru	Crise internationale de la dette Forum public sur la crise internationale de la dette et le budget national, 17h à Lima.
URUGUAY / Plateforme DESCAM	Des activités sont prévues les 15 et 16 octobre, dont la présentation judiciaire de la situation de la dette.

AFRIQUE

BENIN / Cercle d'Autopromotion pour le Développement Durable (CADD)	<p>Dettes, pauvreté</p> <p>-16 octobre : Conférences-débats sur la dette dans différentes localités</p> <p>-18 octobre : journée d'information des OSC et élus sur la problématique de la dette la salle des élus du 8^e arrondissement à Cotonou.</p>
CAMEROUN / CPAES (Centre pour la Promotion des Alternatives Economiques et Sociales)	<p>Pourquoi une semaine d'action mondiale contre la dette et les IFI ?</p> <p>15 octobre : Emission à la TBC (Tome Broadcasting Corporation) sur « Pourquoi une semaine d'action mondiale contre la dette et les IFI ? »</p> <p>13, 14, 16 et 17 octobre : Sensibilisation et distribution des autocollants aux élèves de l'Institut Polyvalent Jean Jaurès et COSBIE, deux établissements de Yaoundé.</p>
CONGO (RDC) / CADTM Lubumbashi	<p>Thomas Sankara, dette, crise alimentaire, pauvreté, Chine et IFIs</p> <p>Le 15 octobre : Film de Thomas Sankara</p> <p>Le 16 octobre : conférence sur la crise alimentaire</p> <p>Le 17 octobre : conférence sur l'éradication de la pauvreté (Droit des peuples à bénéficier des ressources naturelles)</p> <p>Le 18 octobre : Emission télévisée Debat sur le contrat Congo-Chine et le FMI, BM sur les conditionnalités de remboursement</p> <p>19 octobre : Projection « La fin de la pauvreté ? » maison culturelle Safina --- 122, Av Likasi coin Kamanyola --- Lubumbashi</p>
CONGO (RDC) / Union des femmes pour la dignité humaine (UFDH)	<p>Dettes et impacts de la dette et IFIs</p> <p>14 octobre 2008: Intervention à la radio sur la dette odieuse</p> <p>15 octobre intervention à la Radio Okapi sur la semaine mondiale contre la dette et les IFIs.</p> <p>18 octobre 2008 film-débat</p>
CONGO BRAZZAVILLE / APASH-CADTM	<p>Dettes, pauvreté, crise alimentaire</p> <p>-12 octobre: Emission à DRTV "La Dette et la situation actuelle des PED expliquées à tous" (explication pédagogique avec supports)</p> <p>-18 octobre (8h à 16h) : Projections-débats "La fin de la pauvreté", "Bamako", "Quand le FMI fabrique la misère", "Prise de dette", "la Françafrique", "Cuba, Une odyssée africaine" à l'Institut Africain de Réhabilitation (choix de documentaires susceptible de variation).</p> <p>-DRTV (2^{ème} chaîne du pays): diffusion de 2 documentaires</p> <p>-Télécongo : diffusion d'un documentaire</p> <p>-Article "Dépêches de Brazza" sur « Crise alimentaire et projet de souveraineté alimentaire du Congo dans les années 1980 » avec l'aide d'une journaliste déjà en lien avec APASH/CADTM Brazza.</p> <p>-Emission Radio Brazzaville et Radio Liberté : Thèmes proposés aux 2 chaînes:</p> <p>"Pourquoi la crise alimentaire qui touche aujourd'hui le Congo et les autres pays en développement était-elle prévisible?"</p> <p>Un autre thème sera défini en fonction de l'actualité du moment sur la dette mais thème provisoire: "La situation favorable actuelle des PED" (à partir de l'analyse de la conjoncture actuelle par Eric Toussaint).</p> <p>-Intervention sur la dette en direct à l'Invité du Dimanche de Télécongo, chaîne nationale, avec Martial Poes</p>
CONGO Brazzaville / Solidaires	<p>le 13 Octobre une intervention radiodiffusée à l'émission Débat Culturel à la station radio Ponton FM de Pointe-Noire à 20h00 précédée d'un après midi de débat autours de l'album "drop the debt" à l'espace culturel Thaly à Pointe-Noire toujours.</p>

COTE D'IVOIRE / Forum national contre la dette et la pauvreté (FNDP)	-diffusion du film documentaire « surendettement et pauvreté en Côte d'Ivoire » comme support pour des débats radio télévisés séance de travail avec les anciens conseillers économiques et sociaux caravane de sensibilisation et d'information conférence à la faculté des sciences économiques et de gestion à l'université nationale et dans les universités privée -intervention au parlement
MALI / CAD	-11 octobre : conférence de presse pour lancer les activités de la semaine d'action mondiale au Mali avec distribution de l'appel - le 13 octobre : conférence au niveau de la faculté des sciences juridiques et économiques sur le thème dette et privatisation , avec projection du film « la fin de la pauvreté ? » - le 15 octobre, dans le village de Nonsonbougou conférence sur dette et crise alimentaire - le 15 octobre, projection du film « la fin de la pauvreté ? »
MAROC / ATTAC-CADTM	Dette et pauvreté 18 octobre 2008, film-débat « La fin de la pauvreté ? » journée mondiale contre la pauvreté à Casablanca. 18/19 octobre (Rabat) : Atelier de formation sur la dette sous le thème « Endettement et crise financière internationale ».
MAURITANIE / Réseau pour la promotion de la citoyenneté	-17 Octobre, Projection du film dans la salle de la Rencontre Citoyenne -Le 18 Octobre, Projection à la Maison des Jeunes de Sebkhya (quartier de Nouakchott)
NIGER / Réseau national dette et développement (RNDD)	Dette, pauvreté, Chine, APE Confection et distribution des flyers du texte d'appel de la semaine mondiale d'action contre la Dette et les IFI. Conférence-débat à l'Université sur "l'avènement de la Chine sur le terrain de la DETTE en Afrique " Conférence de presse sur la question des « APE; impacts directs sur la vie des nigériens ». Lancement d'une étude sur la Dette du Niger. Projection du film "la fin de la pauvreté ?"
TOGO / ATTAC	Dette, Thomas sankara, pauvreté, ... Conférence de presse sur la dette publique togolaise Emissions radio pour rendre hommage aux leaders altermondialistes tombés sous les balles des capitalistes (Thomas Sankara) Projection des films La fin de la pauvreté et Life and debt dans les établissements scolaires 17/10 : projection la fin de la pauvreté au centre culturel français et le 18/10 au local ATTAC Togo.

ASIE

<p>BANGLADESH / Equity and Justice Working Group (EquityBD)</p>	<p>Le rôle des IFI face au réchauffement climatique, souveraineté alimentaire, IFI et respect des droits des femmes et des paysans</p> <p>12 octobre : table ronde de discussion au niveau national pour protester contre l'implication de la Banque Mondiale dans la gestion du « Multi Donor Trust Fund » proposé pour l'adaptation au réchauffement climatique au Bangladesh.</p> <p>Thème de discussion : « Les Fonds d'investissement de la Banque Mondiale dans la question 'climat' : un financement irresponsable et illégitime »</p> <p>15 octobre : table ronde de discussion au niveau national sur la souveraineté alimentaire, conjointement avec le Comité d'Observation National, à l'occasion de la Journée mondiale de la Femme Rurale.</p> <p>Un certain nombre d'outils de la campagne dont des posters, des livrets seront préparés en vue de cette activité et des discussions/campagnes similaires seront également organisées dans l'ensemble des 64 districts du Bangladesh.</p> <p>Thème de discussion : « Atteindre la sécurité alimentaire dans le cadre de la souveraineté alimentaire ». Et appel à soutenir la lutte pour les droits des femmes et des paysans dans les pratiques agricoles.</p> <p>16 octobre : programme culturel devant le Parlement National.</p> <p>Thème du programme : revendiquer les droits des femmes et des paysans dans les pratiques agricoles, mettre en évidence les impacts négatifs des OGM, protester contre la privatisation des biens communs.</p>
<p>INDE / Indian Social Action Forum (INSAF)</p>	<p>Dettes, dettes des paysans et des pauvres, IFIs</p> <p>Manifestations et rencontres publiques dans plus de 20 villes en Inde pour demander l'annulation de toutes les dettes (dont les dettes des paysans et des pauvres) et de chasser les IFIs durant la semaine globale d'action.</p>
<p>INDONESIE / Koalisi Anti Utang (Coalition contre la Dette), WALHI/ FoE Indonesia and Indonesian Civil Society Forum on Climate Justice</p>	<p>Implication des IFIs dans le réchauffement climatique</p> <p>Séminaire sur le réchauffement climatique et les IFIs pour s'opposer à l'implication des IFIs (BM) dans la lutte contre le réchauffement climatique.</p> <p>13 octobre : Actions créatives et manifestation pour s'opposer à l'implication des IFIs (BM) dans la lutte contre le réchauffement climatique.</p> <p>14 octobre : Les actions auront lieu devant le Bureau de la Banque Mondiale de Jakarta.</p>
<p>PAKISTAN / CADTM</p>	<p>13/10 conférence de presse</p> <p>16/10 manifestation devant Lahore Press Club</p> <p>18/10 projection du film « la fin de la pauvreté? »</p>

EUROPE

<p>BELGIQUE / CADTM</p>	<p>Dettes et pauvreté (OMD) et droit (CIRDI, Droits des peuples indigènes, Banque du Sud, Audit en Equateur...)</p> <p>-15 octobre : Film-débat : « La fin de la pauvreté? » - Bruxelles</p> <p>-16 octobre : Film-débat : « La fin de la pauvreté ? » - Liège</p> <p>-18 - 19 octobre : formation dette et droit, « Amérique latine, vers des avancées politico-juridiques au service des peuples? » - Liège</p> <p>-</p>
<p>ESPAGNE / Campagne ¿Quién debe a Quién?</p>	<p>L'Afrique au secours de l'Occident</p> <p>La campagne ¿Quién debe a Quién?, qui réunit plus de 50 réseaux et organisations sociales de l'Etat espagnol, participe à cette 2nde Semaine d'Action mondiale contre la dette par des activités à Barcelone, Madrid, Cordoue et Grenade.</p> <p>A Barcelone, trois journées sont organisées à l'Université de Barcelone sous le titre « L'Afrique au secours de l'Occident ». Les activités porteront sur des thèmes comme « le pillage de l'Afrique : la dette externe et la spoliation des ressources naturelles » (16.10.08 - 18h30),</p> <p>« Faire du commerce avec l'Afrique ou l'Afrique en vente ? » (17.10.08 - 18h30) et</p> <p>« L'Afrique : quelle coopération ? quelles résistances ? » (18.10.08 - 17h30).</p> <p>A Madrid la semaine s'ouvrira par une « manifestation à vélo contre la Dette Extérieure » le samedi 11 octobre à 11h30 sur la Plaza de la Provincia.</p> <p>D'autres groupes de la campagne comme à Cordoue ou Grenade finalisent encore leur programmation, et il est probable que d'autres villes se joignent à la Semaine dans les prochains jours.</p> <p>Plus d'info sur www.quiendebeaquien.org</p>
<p>ESPAGNE / Coordination Un Altre Món És Possible de Sabadell (en collaboration avec la campagne ¿Quién Debe a Quién ?)</p>	<p>14 octobre : Débat - session de travail au local de la Lliga dels Drets dels Pobles de Sabadell à Ca l'Estruch, calles Sant Isidre, 140, Sabadell.</p>

INTERNATIONAL

Les mouvements dette du monde se sont rencontrés à Quito pour soutenir l'audit de la dette officiel équatorien et pour élaborer des stratégies sur la dette illégitime

Du 9 au 15 septembre 2008, des représentants de 50 réseaux régionaux et internationaux et organisations de plus de 36 pays d'Afrique, d'Asie, des Amériques et d'Europe étaient à Quito en Equateur pour la rencontre internationale Nord/Sud stratégique et d'étude sur la dette illégitime. La rencontre a été convoquée par les principaux réseaux dette dont Jubilé Sud, le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM), et réseaux sur la dette et le développement d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine avec l'objectif d'approfondir l'analyse et de renforcer la coordination mondiale et les stratégies pour la lutte contre la dette illégitime. Tenue parmi l'explosion des épisodes récents liés à la crise des marchés financiers internationaux, une situation qui montre l'hypocrisie et la précarité du soit disant ordre mondial financier, l'évènement fut un effort pour renforcer les appels à la répudiation et l'annulation total et inconditionnelle de la dette et pour les réparations et les restitutions.

La rencontre a été tenue à Quito comme une expression claire de soutien mondial à la décision du président équatorien pour la mise en place d'un audit officiel de la dette, en réponse à la mobilisation de secteurs importants, sociaux, religieux et politique nationaux et internationaux. Le rapport final de la CAIC, commission d'audit intégral du crédit public, établi par le gouvernement en juillet 2007 et composée de représentants de différentes organisations sociales équatoriennes et de réseaux dette régionaux et internationaux, a été présenté au président Correa quelques jours après la rencontre Nord/Sud et sa présentation publique est attendue prochainement. Pendant la rencontre internationale Nord / Sud stratégique et d'étude sur la dette illégitime, les mouvements présents ont discuté des différents sujets liés à la dette illégitime comme la crise alimentaire actuelle, la dette écologique, la crise financière, la militarisation, la migration, la dette interne et le rôle des institutions financières internationales (IFIs) et leur responsabilité dans le processus d'endettement.

La construction d'un nouveau système financier a été aussi au coeur des débats entre les mouvements. Différentes stratégies ont été élaborées : actions pour assurer la restitution et la réparation des cas spécifiques de dette illégitime comme Haïti, Afrique du Sud et Equateur; efforts pour garantir l'insertion du thème de la dette illégitime dans « la conférence internationale de suivi sur le financement du développement pour revoir l'application du consensus de Monterrey », que les Nations Unies tiendront à Doha au Qatar entre le 29 novembre et le 2 décembre 2008; les nouveaux événements liés à de

nouvelles formes d'endettement comme les conversions de la dette externe en dette interne - une réalité qui vive de nombreux pays du Sud; continuer à pousser pour des discussions sur la dette illégitime au sein de la Banque mondiale; et élaborer des documents pour débattre et pour l'éducation populaire sur des sujets comme l'audit de la dette et les IFIs, le changement climatique et la dette écologique. Il y a eu aussi un large soutien pour continuer le renforcement de la semaine mondiale d'action contre la dette et les institutions financières internationales, qui se tiendra cette année du 12 au 19 octobre avec une attention particulière sur la relation entre souveraineté alimentaire, justice climatique, IFIs et dette illégitime.



Deux résolutions ont été approuvées. La première exprime une solidarité avec les peuples de Cuba, de République dominicaine et spécialement d'Haïti, qui a été successivement frappé par 4 ouragans successifs entre le 15 août et le 7 septembre appelant la communauté internationale à répondre avec un soutien concret selon les besoins du peuple haïtien et appelant tous les créanciers et les agences de crédit d'annuler immédiatement et inconditionnellement la dette externe réclamé injustement à Haïti.

La deuxième exprime un soutien à la décision souveraine du gouvernement équatorien de mener un audit de la dette officiel et pour une possible suspension de paiement de tous les crédits que l'audit a établi et démontré comme irrégulier, illégal, illicite et donc illégitime. La résolution soutien aussi les actions que le gouvernement, les peuples et les mouvements sociaux et les organisations d'Equateur entreprennent avec l'objectif d'avancer vers la construction d'une architecture financière alternative, comme la décision souveraine de retrait partiel du CIRDI du groupe Banque mondiale (Centre International de Règlement des Différents relatif à l'Investissement) et la contribution à la création de la Banque du Sud qui sert les intérêts et les droits des peuples et constitue une rupture de la structure et du fonctionnement des institutions financières internationales existantes.

Comme exprimé par Njoki Njoroge Njehu, kenyanne, membre du réseau international Jubilé Sud « ce que

les mouvements demandent c'est la justice pas la charité ».

Séminaire sur le droit et la dette

A l'occasion du 60^{ème} anniversaire de la Déclaration Universelle des Drois de l'Homme et 20^{ème} anniversaire de la déclaration du droit au développement, le CADTM organise un séminaire au sénat belge à Bruxelles dette et droits humains, le 4 et 5 décembre. Séminaire ouvert à tous en trois langues. Plus d'infos : www.cadtm.org

Formation de l'Observatoire International de la Dette (OID)

L'Observatoire International de la Dette organise une formation à l'utilisation du CR-rom GDF (Global Development Finance) produit par la Banque mondiale, le 8 et 9 décembre à Liège en Belgique. Formation ouverte à tous. Plus d'infos : www.cadtm.org

AFRIQUE

CONGO Brazza

Une Caravane de sensibilisation sur la dette illégitime Solidaires (Congo Brazzaville) a lancé en juillet une caravane artistique itinérante de collecte de livres pour la réhabilitation des bibliothèques de deux localités dévastées par les guerres récurrentes que le pays a connu de 1997 à 2004; localités qui restent jusqu'à ce jour dans une zone de foyer de tension permanente. L'objectif principal de la caravane fut de débattre de la question de la dette avec les populations surtout juvéniles sur les conséquences de la dette sur l'école en particulier et le social en général. Il s'agissait d'expliquer le phénomène de la dette, ses origines jusqu'à sa crise et les ravages, tout cela en langues locales et par le théâtre, la poésie et la musique tout en collectant au passage des livres et manuels scolaires pour les enfants des localités précitées. Différentes interventions ont eu lieu sur notamment sur le thème "Quelle alternative pour l'école congolaise". Le public a demandé une rencontre débat sur le lien entre dette et environnement et santé.

MAROC

Solidarité avec les militants d'ATTAC Maroc et la population de Sidi Ifni!

Un mouvement social a émergé à Sidi Ifni (sud du Maroc) au printemps 2008 pour lutter pour une réelle politique de développement de la région et une extension et amélioration des services publics. Le groupe ATTAC Maroc de Sidi Ifni est très actif dans ce mouvement. A chaque fois, ils ont sensibilisé la population et fait le lien entre les problèmes locaux que la population vit et les politiques néolibérales ainsi que la dette. Cette petite ville côtière fut la proie au mois de juin puis d'août d'une répression très forte par l'armée. Aujourd'hui des militants d'ATTAC sont en prison pour leur travail de sensibilisation et de lutte. Signez la pétition pour leur libération : maroc.attac.org

Atelier régional CADTM, zone MENA

Dans le cadre des ateliers régionaux sur la dette du réseau international CADTM et dans la perspective de développement du travail et des mobilisations sur le thème de la dette, et la dynamisation des mouvements sociaux arabes contre la cherté de la vie, contre les privatisations et le démantèlement des services publics, et d'une manière générale contre toutes les politiques ultralibérales dictées par les institutions économiques internationales (FMI, BM, OMC), un atelier dette de la région MENA (Moyen Orient et Afrique du Nord) est prévu les 7,8 et 9 novembre 2008 à Rabat au Maroc. Y participeront également des membres du réseau des deux régions Afrique de l'Ouest et Afrique centrale dans l'objectif de renforcement des synergies, des capacités d'action et de mobilisations, des collaborations au niveau local, régional et international, la recherche et la production d'analyse, la communication Sud-Sud. Ainsi que le renforcement du travail sur l'Audit de la dette et des ressources naturelles, etc.

L'atelier sera ouvert, le 7 novembre, par une conférence publique sur le thème : « Dette, guerres et vie chère en Afrique du Nord et Moyen Orient ».

Comment les guerres et l'endettement provoquent la faim dans les pays arabes ?

Emeutes et luttes contre la vie chère en Afrique du Nord et Moyen Orient.

Le débat continue les 8 et 9 novembre en ateliers de travail dans le cadre de 3 principaux axes : **AXE1** : Endettement et exploitation des ressources naturelles (pétrole, gaz, eau, phosphate...) dans la zone MENA; **AXE2** : Dettes illégitimes et odieuses, vers des audits de la dette. Où seront présentées les conclusions de la réunion de Quito (9-15 septembre) sur la dette illégitime. Ainsi que les principaux traits du rapport de la CAIC sur l'audit de la dette de l'Equateur ; **AXE3** : Cherté de la vie et dégradation du pouvoir d'achat dans la zone MENA, quelles résistances ?

EUROPE

ALLEMAGNE

L'opinion juridique du professeur August Reinisch de l'université de Vienne sur la vente de bateaux de guerre GDR à l'Indonésie en 1993, a maintenant été traduite en anglais. L'opinion juridique sera sujet à discussion en parallèle cette année de la rencontre annuelle de la Banque mondiale et du FMI à Washington. La rencontre est organisée par United Church of Christ et l'Eglise évangélique de Westphalie en coopération avec EED, erlassjahr.de et le bureau allemand de EED.

Le document peut être téléchargé à partir du site à http://www.erlassjahr.de/dev/cms/upload/presse/pk-berlin/gutachten_english.pdf

BELGIQUE

Dette historique et réparation pour la colonisation

Le CADTM Belgique avec d'autres organisations, réunies au sein du collectif « Mémoires coloniales » a organisé le 14 septembre, une promenade à travers Bruxelles afin de découvrir le passé coloniale de la

Belgique à travers les monuments. Une journée d'étude sur la mémoire coloniale de la Belgique a été organisée par la suite le 27 septembre afin d'approfondir les modes d'action, de recherche, les stratégies afin de demander à la Belgique qu'elle reconnaisse la dette historique qu'elle a vis à vis de la République démocratique du Congo. Cela serait d'autant plus symbolique en 2008 car c'est l'année du centenaire de la remise du Congo (alors propriété privée de Léopold II) à l'Etat belge. La prochaine action aura lieu le 11 novembre pour rendre hommage aux congolais morts pour la Belgique.

Plus d'infos : <http://www.cadtm.org/spip.php?article3664>



Conférence sur dette et crise financière

ATTAC Liège, le CADTM Belgique et d'autres associations étudiantes organisent le 23 octobre, une conférence sur le thème "Du nord au sud : les effets de la crise", avec Eric Toussaint et Dominique Plihon. Quelles sont les conséquences financières, économiques, sociales, politiques et géopolitiques de la crise dans les pays du Nord? Quelles sont ces conséquences dans les pays du Sud? Quelles sont ces conséquences dans les pays émergents? Quelles sont les alternatives?

Plus d'infos sur www.cadtm.org

ESPAGNE

L'ILLEGITIMITE DES CREDITS DU FOND D'AIDE AU DEVELOPPEMENT ESPAGNOL (FAD)

L'ODG (Observatoire de la Dette dans la Mondialisation, Barcelone) présentera le 16 octobre à Madrid le livre « L'illégitimité des crédits FAD. Trente ans d'histoire » (version originale en espagnol, non encore traduit). Ce livre est le résultat d'une recherche menée par Carlos Gómez Gil, expert en coopération et Dani Gómez-Olivé y Gemma Tarafa, chercheurs de l'Observatoire de la Dette dans la Mondialisation, sur les crédits du Fond d'Aide au Développement espagnol (FAD), octroyé par le Gouvernement espagnol aux pays du Sud, dans le cadre de sa politique de coopération et en liaison

avec la participation des entreprises espagnoles. Les auteurs du livre posent des arguments politiques consistants sur l'utilisation du FAD dans la création de dettes qui peuvent être considérées comme illégitimes et espèrent contribuer au débat sur la nécessité inajournable de réformer en urgence les crédits FAD. Dans ce sens, le livre présente les piliers fondamentaux sur lesquels fonder la plus que nécessaire réforme du FAD. Ceci devrait se réaliser durant la législature actuelle, comme il est établi dans la Loi 38/2006, du 7 décembre 2006, régulatrice de la gestion de la dette externe, comme l'a promis l'exécutif espagnol de façon réitérée.

Plus d'infos:

http://www.odg.cat/navegacas.php?id_pagina=11&id_publicacions=19&publicacions=3

ASIE

Jubilé Sud Asie Pacifique signe la déclaration sur l'efficacité de l'aide

Jubilé Sud Asie Pacifique a préparé une déclaration à signer pour la sortir lors du Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui s'est déroulé à Accra au Ghana entre le 2 et le 4 septembre dernier.

La déclaration, qui avait pour titre « Défis pour la notion de l'efficacité de l'aide », présentait 7 points de défis aux participants du forum au Ghana. Parmi les principaux appels était le thème de dette illégitime et de la dette odieuse étant donné que des études ont révélé que des dettes onéreuses et douteuses étaient considérées comme part de l'APD et d'autres formes d'aide.

Le thème de la dette illégitime et de la dette odieuse frappe au coeur la notion de l'efficacité de l'aide - cela montre le processus et la nature des transactions d'aide, les termes et les conditions de l'aide, le but et les impacts actuels de l'aide. Non seulement les dettes illégitimes doivent être annulées - les structures, les politiques, les pratiques et le déséquilibre de pouvoir qui fait que la dette illégitime doit être prise en compte. La déclaration pousse aussi pour l'annulation de la dette, pour un rôle important des peuples et des mouvements dans les processus concernant les politiques de développement et l'aide, la fin du financement de projets destructeurs de l'environnement et un refus de l'aide liée.

153 organisations et 35 individus ont signé la déclaration, ce qui comprend 27 réseaux régionaux et internationaux et mouvements, 61 organisations et mouvements d'Asie et du Pacifique, 19 d'Afrique, 30 d'Amérique latine et des Caraïbes, 13 d'Europe et 3 d'Amérique du Nord.

Jubilé Sud Asie Pacifique et la consultation de la société civile dans le processus du financement du développement de l'ONU.

ONU, New York, 18 juin 2008

Lidy Nacpil a été sélectionnée parmi les 7

intervenants à la consultation de la société civile sur le financement du développement, organisé par l'ONU, financement pour le développement. Co-présidé par les représentants permanents de l'Égypte et de la Norvège à l'ONU, la consultation a été divisée en 2 sessions, avec des débats interactifs après chaque session.

Lidy Nacpil faisait partie des 4 intervenants de la première session. Sa présentation a porté sur les appels et les préoccupations du mouvement mondial dette concernant le chapitre sur la dette externe du processus de financement pour le développement de l'ONU ainsi que sur les nouvelles opportunités et les défis qui ont émergé durant les cinq années suivant la conférence de Monterrey de 2003.

Les appels et les demandes de la société civile et des campagnes dette sont : 1) Faire en sorte que la dette et les annulations de la dette ne soient plus soumises à conditionnalités 2) Elargir et augmenter les annulations de dette et redéfinir le cadre de soutenabilité de la dette 3) Prendre en compte thème de la dette illégitime 4) Développer une plateforme commune sur le financement responsable et alternatif 5) Un processus impartial et transparent pour résoudre les différents concernant la dette 6) L'arrêt du financement des mesures qui mènent à la crise climatique et alimentaire. 7) Prendre en compte le lien entre dette et commerce et autres thèmes.

Les autres intervenants pour la session 1 étaient Vitalis Mejia d'AFRODAD qui a parlé de l'augmentation internationale de la coopération financière et technique pour le développement; Jose Antonio Ocampo de l'Initiative pour une politique de dialogue sur le sujet Adressing des thèmes systémiques : améliorer la cohérence et le contenu du système international monétaire, financier et commercial pour soutenir le développement; et Philo Morris des soeurs de la mission médicale qui a parlé du financement pour l'adaptation au changement climatique.

Pour la session II, les panelistes étaient Matthew Sowermimo (Christian Aid), Josep Xeercavin (UBUNTU), Emmanuel Gyekye Tanoh du réseau du Tiers Monde Afrique (TWN Afrique) et Josefa Francisco de DAWN (Alternatives de développement avec les femmes pour une nouvelle ère).

Les ateliers Jubilé Sud Asie Pacifique au sommet du G8 - Du 3 au 8 juillet, Sapporo, Japon

Pendant la semaine du sommet G8, Jubilé Sud Asie Pacifique a envoyé une petite délégation aux activités internationales et aux mobilisations à Sapporo et a organisé de nombreux forums et ateliers.

Ces forums et ateliers ont été tenus en coopération et collaboration avec deux initiatives distinctes menées par des groupes japonais - les activités de "Journées internationales de solidarité" menées par l'alliance d'action contre le G8 de mouvements et

groupes japonais et le "Sommet alternatif des peuples" organisé par le forum des ONGs japonaises du réseau G8.



✓ Forum Public sur la dette illégitime, les cas par pays et la responsabilité du G8 et du Japon, 5 juillet

La série d'activités parallèles au G8 organisée par Jubilé Sud Asie Pacifique a commencé par un forum public sur la dette illégitime appelé "Dette illégitime, cas par pays et la responsabilité du G8 et du Japon" à Kaderu 27, Sapporo. Beaucoup de personnes ont assisté au forum, particulièrement des participants japonais, ainsi que des militants étrangers. Le forum a été modéré par Junko Okura de Jubilé Kyushu.

Lidy Nacpil a présenté le concept de dette illégitime et ses bases morales, éthiques, politiques et juridiques. Les cas d'étude de dette illégitime des Philippines et du Bangladesh ont été présentés par Milo Tanchuling de Freedom from Debt Coalition des Philippines qui a présenté des cas de dette illégitime aux Philippines détenus par les pays du G8 dont le Japon. Nazrul Islam de Unnayan Onneshan du Bangladesh a alors présenté les cas d'étude du pont Jamuna lequel représente un cas de dette illégitime subie par le peuple du Bangladesh.

Junko Okura de Jubilé Kyushu et Simon Stocker de Eurostep et aussi représentant de LDC Watch ont fait respectivement des présentations sur le Japon et l'Union européenne. Il était assez glaring dans les 2 présentations que ces pays, régions ont des politiques communes du néolibéralisme et de l'approche du thème de l'aide et de la dette.

Myriam Bourgy du CADTM (Belgique) a alors donné un aperçu de l'état actuel de la campagne mondiale contre la dette illégitime. Elle a mis en valeur la force du mouvement, lequel est composé de mouvements et de campagnes du Nord et du Sud, qui mettent en avant les thèmes de la dette illégitime et de l'illégitimité de la dette.

Ce forum a été organisé par Jubilé Sud Asie Pacifique ensemble avec ATTAC Japon, PARC Japon (Centre de

Ressources Asie Pacifique), Société St Columban, Jubilé Kyushu, FDC - Philippines, INSAF Inde, INFID Indonésie, LDC Watch, Alliance pour l'éradication de la pauvreté Asie du Sud (SAAPE), CADTM.

✓ **Forum Public - Sur la dette illégitime, la dette écologique et la justice climatique, 7 juillet**

Des participants japonais et étrangers ont assisté au forum public sur la dette illégitime, la dette écologique et la justice climatique au centre de convention à Sapporo. Le forum a été modéré par Yoko Fukawa de PARC Japon et Milo Tanchuling de FDC Philippines.

Lidy Nacpil a donné un bref aperçu général et une introduction du forum. Des cas d'étude du Bangladesh et du Cameroun ont suivi cela sur les impacts climatiques des projets financés par les prêts. Le cas du Bangladesh a été présenté par Md Shamsuddoha du Groupe de Travail sur l'Equité et la Justice. Florent Noël Djeutane du CPAES et de Jubilé Sud Afrique a donné une présentation sur le Cameroun.

Vinod Raina de Alternatives Asie a donné une brève présentation sur la dette écologique comme un cadre pour le discours sur la justice climatique et le mouvement. La troisième partie de la session a été consacrée aux présentations du fond d'investissement climatique de la Banque mondiale et des facilités de partenariat du carbon sur les forêts et autres fonds, par Janet Redman de l'Institut d'étude politique et sur le fond de changement climatique de la Banque asiatique de développement par Gerry Arances de Jubilé Sud Asie Pacifique.

Lidy Nacpil a terminé la session par une présentation de la campagne asiatique sur les IFIs, la dette et le changement climatique et a encouragé les participants à rejoindre la campagne.

Qui ont organisé ce forum : Jubilé Sud Asie Pacifique; PARC, ATTAC Japon, Japan, St Columban's Society, Jubilé Kyushu, LDC Watch, South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE), IESR Indonesia, EJWG Bangladesh, Les Amis de la terre international, Sustainable Energy & Economy Network (SEEN)

Session stratégique et de partage d'informations sur la campagne internationale Sud/ Nord sur la dette illégitime - 8 juillet

La session sur la campagne internationale sur la dette illégitime (Nord/Sud) a commencé avec une mise à jour brève de Myriam Bourgy (CADTM) et Lidy Nacpil (Jubilé Sud Asie Pacifique) sur les développements passés et présents de la campagne mondiale sur la dette illégitime.

Les mises à jour et les discussions ont couvert les points suivants:

- Le document de la Banque mondiale sur la dette illégitime - la critique des mouvements dette sur le document, la table ronde de la Banque mondiale sur la dette illégitime tenue début avril

et prochaines étapes.

- Le travail en lien avec la dette dans le processus de l'ONU sur le financement du développement. Cela comprend:
- La consultation PNUD sur la dette en mai - les résultats et les prochaines étapes.
- Rencontre avec la mission norvégienne tenue en mai (La Norvège co-préside le processus financement du développement)
- La consultation de la société civile en juin - prochaines étapes
- Les préparations pour le forum de la société civile à Doha - qui se tiendra juste avant la conférence
- La rencontre internationale Nord/Sud stratégique et d'étude sur la dette illégitime entre le 9 et le 15 septembre à Quito.
- Le sommet SAARC qui se tiendra prochainement à Colombo, Sri Lanka entre le 18 et le 20 juillet, comme une occasion de soulever la question de la dette illégitime et d'autres thèmes liés au changement climatique. Certaines organisations sont engagées dans l'organisation de l'évènement comme RRN, SAAPE, CADTM et autres.

L'intention de Jubilé Sud Asie Pacifique de convoquer une conférence sur les alternatives fin 2008, début 2009 a été annoncé pour tenter d'élargir le concept original de la conférence des alternatives pour aussi inclure le besoin de ressources alternatives, les technologies soutenables et changer de modèle de développement pour répondre à la crise climatique.

La rencontre a aussi discuté de la nécessité de développer plus de cas d'étude sur la dette illégitime. Les groupes présents étaient motivés pour présenter et préparer leur cas d'étude qui sera compilé. KAU s'est engagé à préparer 5 cas (en ce moment ils existent seulement en Bahasa, KAU devra les traduire), RRN s'est engagé à envoyer 2 cas, le Bangladesh ajoutera 3 cas supplémentaires (particulièrement de EJWG). La date limite de soumission de ces cas fut le 15 août.

Etaient présents:

Lidy - JS-APMDD coordinatrice, Vinod Raina - Alternatives Asie, Junko Okura - Jubilé Kyushu, Father Paul - St Columban's Society, Florent Noel - Jubilé Sud Afrique (Cameroun), Milo Tanchuling - FDC (Philippines), Sarba Raj Khadka - RRN (Nepal), Sushovan - VAK India/CADTM, Myriam Bourgy - CADTM (Belgium), Claudette - JS-APMDD secretariat, Gerry - JS-APMDD secretariat, Tatcee Macabuag - Migrant Forum in Asia, Andrea Anulin - Batis (Philippines), Simon Stocker - Eurostep and LDC watch, Dani Setiawan - KAU (Indonesia), Shamsuddoha - EJWG (Bangladesh), Armando Popa - Singapore, Bobby Diciembre - FDC (Philippines), Sari Canete - Migrant Forum in Asia

Atelier Jubilé Sud Asie Pacifique sur la dette

illégitime à la conférence sur la justice climatique à Bangkok.

Jubilé Sud Asie Pacifique a co-organisé et envoyé une délégation à la conférence internationale sur la justice climatique qui s'est tenue à Bangkok le 12 et 14 juillet dernier. Un des 3 ateliers organisés était l'atelier sur la dette illégitime, la dette écologique et le changement climatique modéré par Lidy Nacpil et Yuyun Harmono de KAU Coalition anti-dette (Indonésie). 27 militants ont assisté à l'atelier. Lidy a donné une présentation introductive sur les concepts de dette illégitime et de dette écologique. Elle a mis l'accent sur le fait que la notion de dette écologique est un point de base, de départ et un cadre pour demander la justice climatique.

Au cours du forum ouvert qui a suivi, les apports ont été donnés par des pays et des perspectives sectorielles sur la dette écologique -Inde, Pakistan, Chine, Bangladesh et le secteur touristique. Après cela, une présentation d'un pays (Bangladesh) sur les impacts du changement climatique a été présentée par Aminul Hoque du Groupe de travail sur l'équité et la justice (Bangladesh). Il a fait un développement sur la terrible situation que le Bangladesh devra affronter dans les prochaines années du aux impacts du changement climatique et aux activités et aux projets des multinationales et de la Banque asiatique de développement.

Après les présentations, une discussion sur le message et les stratégies a eu lieu? Jubilé Sud Asie Pacifique a mis en avant les appels et les demandes de la campagne sur le climat. Les participants à l'atelier ont affiné et se sont mis d'accord sur les appels et les demandes.

D'autres propositions sont ressorties de l'atelier dont des exemples précis de dette illégitimes dans des pays qui accentue le changement climatique.

AMERIQUE LATINE

EQUATEUR

Une conférence sur "La dette externe, une lutte globale, une lutte intégrative" s'est déroulée le 10 juillet 2008. Cette conférence fut organisée dans le cadre du séminaire international « Amérique Latine, crise, lutte de résistance et d'émancipation », avec la présence des intervenant-e-s Eric Toussaint (CADTM - Belgique), Ángel Bonilla (CDES - Equateur), María Lucía Fattorelli (Brésil), Cosme Villafuerte (Casa Trans - Equateur), Beberly Keenne (Jubileo Sur - Argentine), animée par María Isabel Altamirano (CADTM - Equateur).

Les thématiques centrales abordées étaient :

-L'expérience de l'audit intégral de la dette publique de l'Equateur comme référence dans le processus pour que la spoliation des peuples du Sud ne continue pas. Savoir réellement qui doit à qui.

-La solidarité dans les actions conjointes pour obtenir le non-remboursement des dettes déclarées

illégitimes et que ces expériences aient la possibilité de se multiplier.

-L'urgence fondée de la nécessité de sensibiliser la population sur ce thème et qu'elle assume le rôle principal, en connaissant les résultats, assumant les consultations citoyennes, etc.

Dette dans la constitution équatorienne

La constitution de l'Equateur a été adoptée le 28 septembre avec 67% des voix. La nouvelle constitution contient des articles importants sur la dette.

Troisième section sur l'endettement public

Art. 287. La contraction de dette publique à tous les niveaux de l'Etat sera régie par les directives de la planification et du budget respectifs, et devra recevoir l'autorisation du Comité de Dette et Financement en accord avec la loi qui définira sa forme et son fonctionnement. L'Etat sera tenu de promouvoir les instances pour que le pouvoir citoyen surveille et audite l'endettement public.

Art. 288. L'endettement public sera sujet aux réglementations suivantes :

- ✓ Le recours à l'endettement public sera admis seulement lorsque les revenus fiscaux et les ressources provenant de la coopération internationale seront insuffisants.
- ✓ L'Etat devra s'assurer que l'endettement public n'affecte pas la souveraineté, les droits, le bien être et le respect de la nature.
- ✓ L'endettement public servira à financer en exclusivité des programmes et des projets d'investissement pour infrastructure ou dotés d'une capacité financière de paiement. La dette publique externe pourra seulement être remboursée du moment que les nouvelles conditions seront plus bénéfiques à l'Equateur.
- ✓ Les conventions de renégociation ne devront pas contenir, de façon tacite ou explicite, aucune forme de anatocisme ou d'usure.
- ✓ Les dettes déclarées illégitimes par un organisme compétent seront contestées. En cas d'illégalité déclarée, le droit de répétition sera exercé.
- ✓ La nationalisation de dette privée est interdite.
- ✓ La concession de garantie de dette par l'Etat sera régulée par la loi.
- ✓ La Fonction Exécutive n'est pas obligée d'assumer les dettes des gouvernements autonomes décentralisés.

Art. 289. Les organes compétences désignées par la Constitution et la loi réaliseront les analyses financières, sociales et environnementales préalables sur l'impact des projets qui impliquent l'endettement public, pour déterminer le financement possible. Ces organes effectueront le contrôle et l'audit financier, social et environnemental de toutes les phases de la dette publique interne et externe, tant dans la phase de contraction de la dette comme de la gestion et de la renégociation.

Nos félicitations aux peuples et au gouvernement d'Equateur, pour la réalisation de cette nouvelle avancée !

Il est bon de remarquer que, dans ses dernières déclarations publiques avant le référendum de dimanche, le Président Correa a fait de nouvelles références à l'importance de la tâche de la Commission d'Audit de la Dette Publique, dans ce cas concert en lien avec le travail critiqué de construction de l'entreprise brésilienne Odebrecht, financée par des crédits également critiqués du BNDES brésilien également.

Correa a reçu la semaine dernière le Rapport Final de la Commission d'Audit, et a promis que durant cette étape post-référendum, les actions correspondantes aux conclusions et recommandations de la CAIC seraient lancées, portant sur l'illégitimité et l'illégalité de la dette réclamée à l'Equateur. La nouvelle Constitution approuvée hier, stipule, parmi d'autres dispositions, l'interdiction de nationaliser les dettes privées - source de plus d'un tiers de la dette réclamée et illégitime des pays d'Amérique Latine et exemple frappant de la socialisation des pertes recherchée ardemment aujourd'hui par le capital le plus concentré au monde -. Elle établit également la contestation des dettes réclamées qui ont été déclarées illégitimes par l'organisme compétent.

Durant cette nouvelle étape du processus équatorien, en tant que mouvements sociaux et politiques de la

région, nous seront fort impliqués dans l'accompagnement des peuples d'Equateur, dans ses demandes. Nous devons également apporter notre soutien aux actions concrètes mises en place par le gouvernement et les mouvements équatoriens, pour assurer l'exécution de ces dispositions, ainsi qu'aux mobilisations qui vont continuer à grandir dans le pays pour assurer les droits des peuples et de la nature, face à la progression de l'industrie minière. Jubileo Sur/Américas.



A propos de ce bulletin

Le bulletin est la responsabilité du groupe international de facilitation des campagnes sur la dette illégitime qui a été créé à Nairobi. Ce groupe est composé de Jubilee Sud, CADTM, Jubilee USA et EURODAD. Ils assurent la réalisation des objectifs et des actions de l'Assemblée dette de la Havane (Septembre 2005) ainsi que des rencontres qui l'ont suivie. Les mouvements et groupes dette se sont mis d'accord pour appeler à une annulation immédiate, inconditionnelle de la dette du Sud ; dette qui est injuste, impayable et illégitime.

Les actions décidées pour cela:

- ✓ Faire en sorte que l'illégitimité de la dette soit reconnue officiellement
- ✓ Amener la problématique de la dette illégitime au sein des mouvements sociaux, des organisations de la société civile et du public en général.
- ✓ Mener des audits de la dette
- ✓ Développer des perspectives, des outils d'analyse, des instruments de plaidoyer sur la dette illégitime et sur les alternatives possibles au financement par l'endettement.

Les organisations travaillant sur la dette illégitime ont décidé à Nairobi de créer un court bulletin bimensuel pour résumer les actions récentes et futures. Cela complètera les listes et les bulletins existants en contenant seulement de courtes descriptions d'actions et d'articles portés sur des actions; courtes descriptions qui seront suivies de liens et d'adresses mail. Ces informations viendront du monde entier et de différents réseaux. En étant bi-mensuel, ce bulletin aidera les personnes très occupées dans leur propre campagne ou dans des campagnes communes de nous rejoindre. Il est nécessaire d'être court dans les descriptions d'actions d'une part du fait que beaucoup de personnes sont déjà surchargées d'informations par les listes et d'autre part pour faciliter la traduction dans les trois langues du bulletin à savoir l'anglais, le français et l'espagnol.

Un site internet a été créé : www.illegitimatedebt.org

Le prochain bulletin sortira en décembre. Envoyez vos articles courts (200 mots) avant le 30 novembre à debtbulletin@illegitimatedebt.org